



Aix en Provence

VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

Accusé de réception en préfecture
A013-211300017-20131217-37660-DE-1-1_0
Date de signature : 19/12/13
Date de réception : jeudi 19 décembre 2013
 POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR L'EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX-EN-  
PROVENCE N°2013.725**

Séance publique du

17 décembre 2013

Présidence de Madame Maryse JOISSAINS MASINI,  
Maire d'Aix-en-Provence  
Président de la Communauté du Pays d'Aix

**OBJET : ASSOCIATION AIX MULTI SERVICES - CONVENTION D'OBJECTIFS 2014 -  
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2014**

Le 17/12/13 à 18h00, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire le 11/12/2013, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient Présents :**

M. Jacques AGOPIAN, M. Lucien AMBROGIANI, Madame Odile BARBAT-BLANC, Mme Dahbia BENNOUR, Mme Charlotte BENON, Mme Christine BERNARD, Mme Odile BONTHOUX, M. Héliot BRAMI, M. Gérard BRAMOULLÉ, Mme Danièle BRUNET, M. Maurice CHAZEAU, M. Eric CHEVALIER, M. Jean CHORRO, Mme Chantal DAVENNE, M. François-Xavier DE PERETTI, M. Yannick DECARA, M. Gerard DELOCHE, Mme Brigitte DEVESA, Mme Sylvaine DI CARO, M. Laurent DILLINGER, Mme Michelle EINAUDI, Mme Martine FENESTRAZ, M. Alexandre GALLESE, M. Jacques GARCON, M. Gérard GERACI, M. Jean-Christophe GROSSI, M. Hervé GUERRERA, M. François HAMY, Mme Maryse JOISSAINS MASINI, Mme Michèle JONES, Mme Patricia LARNAUDIE, M. Henri MATAS, Mme Reine MERGER, Mme Amaria MOHAMMEDI, Mme Arlette OLLIVIER, M. Stéphane PAOLI, M. Christian PEREZ, M. Jean-Marc PERRIN, Mme Liliane PIERRON, Mme Catherine RIVET-JOLIN, Mme Danielle SANTAMARIA, Mme Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Mme Catherine SILVESTRE, M. Jules SUSINI, M. Francis TAULAN, Mme Françoise TERME, M. Victor TONIN, Mme Marie José VALETA

**Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:**

Mme Sophie JOISSAINS à M. Gérard BRAMOULLÉ

**Excusés sans pouvoir :**

Mme Agnès AMIACH ELBEZ, M. Robert FOUQUET, M. André GUINDE, M. Christian LOUIT, M. Alexandre MEDVEDOWSKY, Mme Fleur SKRIVAN

Secrétaire : Yannick DECARA

M. Victor TONIN donne lecture du rapport ci-joint.

**Aix en Provence**

VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

Direction Générale des Services Techniques  
D.A.S.T Environnement  
Urbain et Hydraulique  
Mission Environnement et Risques Majeurs  
AR 04 42 28 07 76

RAPPORT POUR  
**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
DU 17/12/13

-----

**RAPPORTEUR** : M. Victor TONIN

**CO-RAPPORTEUR(S)** : Mme Odile BONTHOUX, M. Francis TAULAN, Mme Christine BERNARD

**Nomenclature** : 8.8 Environnement

**Politique Publique** : 03-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

**OBJET** : ASSOCIATION AIX MULTI SERVICES - CONVENTION D'OBJECTIFS 2014 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2014 - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

En charge d'une trentaine de personnes en parcours d'insertion, l'association Aix Multi Services (AMS) réalise sur Aix-en-Provence de nombreux chantiers d'insertion espaces verts et environnement.

Chaque année, la Ville apporte son soutien financier à cette association dont les objectifs sont contractualisés au titre d'une convention pluriannuelle et d'une convention d'objectifs annuelle. Dans le cadre de la convention pluriannuelle 2013-2015, l'association sollicite de la Ville une subvention de fonctionnement de 127 000 € en vue de la mise en œuvre des chantiers 2014.

Il est rappelé par ailleurs que la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Economie a déclaré, dans son avis en date du 30 octobre 2009, que les contrats conclus avec les structures porteuses des ateliers chantiers d'insertion ne relèvent pas du droit des marchés publics, dès lors que ces structures ne peuvent être qualifiées d'opérateurs économiques eu égard à la nature de l'activité en cause et aux conditions dans lesquelles elles l'exercent.

Au regard des travaux à réaliser, de leur étendue et de leur qualité, les Directions des Sports et des Espaces Verts et le Service Gestion des Propriétés Communales s'associent à la Direction Environnement et Risques Majeurs pour le règlement de la subvention.

Le montant retenu, soit 127 000 €, sera réparti comme suit :

Environnement et Risques Majeurs :	40 000 €
Sports :	14 000 €
Espaces Verts :	70 000 €
Propriétés communales	3 000 €

Cette proposition a été validée par la commission d'attribution des subventions en date du 27 novembre 2013.

Pour simplifier la démarche comptable, il est convenu que la gestion de cette subvention sera pilotée par la Direction Environnement et Risques Majeurs ; la ligne budgétaire correspondante sera abondée par virements de crédit des autres directions concernées.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ADOPTER** la convention d'objectifs 2014 entre l'association Aix Multi Services et la Ville d'Aix-en-Provence,
- **AUTORISER** Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à l'Environnement et au Développement Durable à signer ces conventions,
- **ATTRIBUER** au titre de l'année 2014 une subvention d'un montant de 127 000 € (cent vingt sept mille euros) à l'association Aix Multi Services,
- **DIRE** que les dépenses seront imputées au budget 2014 chapitre 92832 6574 1657 qui présentera les disponibilités suffisantes.

**2013.725 - ASSOCIATION AIX MULTI SERVICES - CONVENTION D'OBJECTIFS 2014 -  
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2014**

<b>Présents et représentés</b>	<b>: 49</b>
<b>Présents</b>	<b>: 48</b>
<b>Abstentions</b>	<b>: 0</b>
<b>Non participation</b>	<b>: 0</b>
<b>Suffrages Exprimés</b>	<b>: 49</b>
<b>Pour</b>	<b>: 49</b>
<b>Contre</b>	<b>: 0</b>

**Ont voté contre**

NEANT

**Se sont abstenus**

NEANT

**N'ont pas pris part au vote**

NEANT

**Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité  
le rapport qui précède.**

**Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI, Maire**

**Président de séance et les membres du conseil présents :**

**Le Conseiller Municipal délégué,  
Arlette OLLIVIER**

**Compte-rendu de la délibération affiché le : 19/12/2013  
(articles L 2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)**

**CONVENTION D'OBJECTIFS POUR L'ANNEE 2014**

entre

**LA VILLE d'AIX EN PROVENCE**

et

**L'ASSOCIATION AIX MULTI SERVICES**

Il est établi une convention d'objectifs pour l'année 2014 entre :

**La Commune d'Aix-en-Provence**

ci-après désignée « la Ville », représentée par :

Le Maire en exercice, ou ,par délégation, l'Adjoint Délégué à l'Environnement et au Développement Durable, agissant en vertu de la délibération                    du

d'une part,

et

**L'Association «Aix Multi Services » (AMS)** dont le siège social est sis 6, allée d'Estienne d'Orves 13090 AIX EN PROVENCE .N° Siret :398 586 313 00023

ci-après désignée «l'Association », représentée par son Président, Monsieur Daniel RUIZ, dûment habilité par décision du Conseil d'Administration du 14 octobre 2013

d'autre part,

**PREAMBULE**

Considérant les activités développées par l'association depuis 1995, consistant à favoriser l'insertion des personnes en difficulté en leur proposant des activités sur des sites servant de support pédagogique, activités conformes à son objet statutaire.

Considérant que les opérations d'insertion par l'économique menées par l'association participent à la **gestion et la protection de l'environnement et au développement durable**, et à **l'amélioration du cadre de vie**, et que le programme d'actions ci-après présenté par l'association présente un intérêt public local.

Considérant que la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 (article 10) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 concernant la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques dispose que l'autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Article I - OBJET de la CONVENTION**

Par la présente convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser dans le cadre des chantiers d'insertion par l'économique qu'elle développe le programme d'activités qui présente un intérêt local ci-dessous, en cohérence avec les objectifs de gestion et protection de l'environnement, de développement durable et d'amélioration du cadre de vie et, en conformité à son objet social ; elle mettra en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

La présente convention a également pour objet de formaliser les conditions de subventionnement par la Ville des actions et projets de l'Association, ci après définis, conformes à son objet social.

## **Article II - MISSIONS DE L'ASSOCIATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION**

L'Association a pour objet de participer au développement social et à l'insertion par l'économique, en proposant à des des personnes en difficultés une activité économique sur différents sites d'application servant de supports pédagogiques.

Un accompagnement social et une professionnalisation de ces personnes sont prévus tout au long de leurs parcours d'insertion, en vue d'accéder à l'emploi.

La ville d'Aix-en-Provence s'engage à mettre à disposition des salariés en insertion et en formation, des chantiers pédagogiques adaptés et réalistes, leur permettant d'acquérir et de valider des compétences en espaces verts et naturels.

### Sites d'application :

Dans le cadre de la convention 2014, l'Association s'engage à poursuivre la réalisation des chantiers décrits ci-après, sur les sites d'application suivants :

#### **1 - Domaine du Grand Saint-Jean**

L'Association Aix Multi-Services interviendra sur le parc, la forêt et une partie du patrimoine bâti, en concertation avec les directions ou services de la Ville d'Aix-en-Provence concernés (Environnement, Espaces Verts, Bâtiments), notamment pour :

L'entretien de la végétation du parc

L'entretien du réseau d'irrigation et le nettoyage des bassins

Le débroussaillage du parcours de la Zone d'Accueil du Public en Forêt (ZAPEF).

#### **2 - Lavoir de Saint Thomas de Villeneuve et jardins de la Thumine**

L'Association interviendra sur l'entretien régulier de la végétation (taille, ratissage des cheminements, évacuation des bois morts), sur le nettoyage des sites et de leurs abords sans préjuger des aménagements qui pourront être réalisés par la Ville.

#### **3 - Berges de rivières**

Un entretien sera effectué régulièrement sur les propriétés communales du bord de l'Arc et comprendra le nettoyage du lit mineur, des berges et des sites fréquentés, et notamment :

- l'enlèvement et l'évacuation des déchets dus à la pollution de la rivière,
- le nettoyage et le débroussaillage sur berges.

#### **4 - Autres sites relevant de la Direction des Espaces Verts**

L'Association assurera, en relation avec la Direction des Espaces Verts, diverses activités d'entretiens de sites (débranchage manuel, dépollution, etc...). Quatre secteurs d'interventions sont identifiés:

- secteur Nord (cimetière du Grand Saint Jean, ...)
- secteur Ouest (site archéologique avenue Jean Dalmas,...)
- secteur Est (Colline de Cuques, Jardin des Allées Provençales)
- secteur Sud (terrain jouxtant la crèche Graine d'Etoiles, cimetière de Luynes, ensemble du secteur de la Duranne)

#### **5 - Autres Sites relevant de la Direction des Sports**

L'Association assurera, en relation avec la Direction des Sports, diverses activités d'entretien (débranchage manuel, dépollution, etc...) ; les sites concernés sont les suivants :

- le stade de la Duranne et ses abords,
- le parcours de santé de la Duranne, le skate park et le terrain multisports (Duranne haute)
- le terrain jouxtant la piscine des Milles,
- les hauteurs du stade de la Torse,
- le terrain de tir à l'arc de Puyricard (bordures périphériques).

#### **6 - Sites dépendant du Service Gestion des Propriétés Communales**

L'Association assurera, en relation avec le Service Gestion des Propriétés Communales, diverses activités d'entretien (débranchage manuel, dépollution) ; les sites concernés sont les suivants : la Pauliane, immeuble Lafont à Luynes, etc...

#### **7 - Autres lieux**

Des travaux pourront être exécutés en concertation avec la Direction Environnement et Risques Majeurs, la Direction des Espaces Verts, la Direction des Sports et le Service Gestion des Propriétés Communales.

Des travaux pourront également être réalisés en collaboration avec la Ville représentée par la Direction Environnement et Risques Majeurs dans le cadre des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.

En particulier, l'association, sur sollicitation, assurera un soutien logistique aux diverses manifestations en lien avec l'environnement.

D'autres travaux pourront également être effectués à l'initiative de l'Association, après accord préalable de la Ville.

#### **Modalités de réalisation:**

Ces activités d'amélioration de l'environnement seront réalisées par l'Association conformément à la réglementation en vigueur, notamment en matière de signalisation temporaire.

Un planning prévisionnel d'intervention pour chacun des sites retenus sera établi en relation avec les Directions concernées.

L' Association fera parvenir à la Ville, deux fois par an (fin Juin et fin Novembre), un bilan de la période écoulée, en termes de travaux et d'effectifs (répartition par lieux et par jours).

Une réunion bisannuelle avec les services concernés permettra de faire le point sur les chantiers effectués et d'organiser les périodes à venir suivant le besoin.

## **ARTICLE III - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

### **1 - Dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**

L'Association devra déposer chaque année dans les délais impartis, dès le mois de Novembre, un dossier complet de demande de subvention, fournir un projet d'activités et un budget prévisionnel faisant apparaître la participation de la Ville.

### **2 - Production de documents et de justificatifs comptables pour le Contrôle administratif et financier**

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Les comptes annuels certifiés et dans le cas où l'association perçoit plus de 153 000 € de dons ou de subventions publiques, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce et la référence de leur publication au Journal Officiel.

- Le rapport d'activité.

- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention : Le compte-rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

En vertu de l'arrêté du 11 octobre 2006, ce compte-rendu est constitué:

- d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet et doit être annexé,
- d'un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet et
- d'une information qualitative décrivant la nature des actions et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Tous ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée (trésorier).

Enfin, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration municipale dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

### **3 - Assurances**

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité notamment une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux biens et aux personnes du fait de son activité.

Elle devra justifier de la validité des contrats d'assurance dans le délai d'un mois suivant la signature de la présente et pendant toute la durée de la convention, chaque année avant le 31 janvier.

#### **4 - Engagement de l'association en terme de communication sur la participation de la Ville**

L'Association devra faire état de la participation de la Ville par tout moyen autorisé par celle-ci et notamment l'apposition de son logo dans le cadre de la diffusion de documents d'information et/ou de communication destinés au public concernant les opérations subventionnées par la Ville.

Aucune autre subvention ne sera versée par la Ville pour les coûts relatifs à cette communication.

#### **5 - Autres engagements**

L'Association s'engage à procéder à toutes les démarches visant la réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus et à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités.
- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté ministériel du 8 avril 1999) et à recourir aux services d'un commissaire aux comptes dans le cas où elle se trouve concernée par cette obligation.
- Communiquer à la Ville l'ensemble des documents contractuels la liant à d'autres collectivités territoriales ou tout autre partenaire institutionnel, public ou privé.
- Informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la Ville de toute modification survenue dans la composition de son bureau ou de toutes modifications statutaires, dans un délai de 15 jours à compter de cette modification.
- Respecter la Loi 2009-526 du 12 mai 2009 qui complète l'article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui précise qu'il est interdit à tout groupement ou à toute association ayant reçu une subvention d'employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la Collectivité Territoriale et l'organisme subventionné.

#### **Article IV - MOYENS ACCORDES PAR LA VILLE**

La Ville s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre des missions ci-dessus, liées à l'objet de l'Association.

##### **1 - Subvention**

###### **a) Montant en 2014**

Le montant 2014 de ce concours financier est fixé à :

**127 000 € (cent vingt sept mille euros)** à titre de subvention de fonctionnement, dont

- **40 000 €** de la Direction Environnement et Risques Majeurs,
- **70 000 €** de la Direction des Espaces Verts,
- **14 000 €** de la Direction des Sports et
- **3 000 €** du Service Gestion des Propriétés Communales.

## **b) Modalités de versement**

L'aide de la Ville pour 2014 sera créditée au compte de l'Association suivant les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- un acompte de 35 % (soit **44 450 €**) après le vote du budget primitif et à la signature de la présente convention
- un deuxième acompte de 35 % (soit **44 450 €**) après agrément du rapport d'étape, fin juin 2013
- et le solde (soit **38 100 €**) au vu de la présentation par l'Association du rapport d'activités 2013.

Les versements seront effectués sur le compte de l'Association dont le RIB est versé au dossier de demande de subvention, sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées dans les articles III ci-dessus.

## **2 - Mise à disposition des locaux**

Un prêt de locaux a été consenti par la Ville à l'Association pour y installer son siège, y accueillir son équipe de professionnels, y tenir ses réunions et animations avec ses membres et partenaires.

Les locaux attribués, d'environ 85 m<sup>2</sup>, sont sis à **la Verdière** 6 allée d'Estienne d'Orves 13090 AIX EN PROVENCE.

Une convention spécifique de mise à disposition à titre gracieux a été mise en place par la Ville (gérée par le service municipal Gestion des Propriétés Communales).

La valeur locative sera communiquée chaque année par le service compétent et devra également figurer dans les comptes de l'Association.

## **ARTICLE V - EVALUATION**

### **1 - Contrôle qualitatif et quantitatif : Evaluation**

L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention et annuellement, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions.

La Ville procède à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article II, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément aux articles L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales.

La Ville pourra à tout moment demander à l'Association de participer à des réunions de suivi, diligenter des contrôles et des évaluations sur l'exécution de la présente convention.

## **2 - Comité Technique et Commission Mixte**

Un comité technique composé de techniciens des deux structures veillera à la bonne exécution de la convention, et rendra compte des difficultés éventuelles à la commission mixte.

La commission mixte, composée d'un représentant élu de la commune, du président de l'Association ou d'un membre de son conseil d'administration, se réunira au moins une fois par an. Elle aura pour rôle de contrôler la bonne exécution de la présente convention et de régler tout problème ou conflit en suspens entre les parties.

## **ARTICLE VI - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification. Elle est conclue pour une durée allant jusqu'au **31 décembre 2014**, sans possibilité de reconduction.

## **ARTICLE VII - AVENANT**

Toute nouvelle subvention fera l'objet d'un avenant financier qui déterminera le montant, les modalités de versement et en cas de modification du montant de l'année de signature de la convention, un ajustement des objectifs fixés initialement.

Les parties conviennent et s'autorisent le droit de procéder à toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention par avenant moyennant accord préalable des deux parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Le renouvellement éventuel de cette convention ne peut se réaliser par reconduction tacite.

## **Article VIII - SANCTIONS ET RESILIATION**

### **1 - Reversements et /ou indemnités**

En cas de non exécution, de retard significatif, ou de modification des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement total de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

### **2 - Résiliation de la convention.**

La convention peut être résiliée de plein droit par la Ville, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une des obligations définies par les articles de la convention, sans préjudice des incidences financières définies précédemment, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association. Dans ce cas, la subvention ou partie de subvention non utilisée sera restituée à la Ville.

En cas de modification statutaire, la Commune se réserve la possibilité de modifier par un avenant ou de résilier la présente convention.

**Article IX - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, le

Pour la Ville d'Aix-en-Provence,  
Le Maire

Pour l'Association  
Le Président

Ou par délégation l'élu délégué  
En vertu de l'arrêté N° 560 du 27 juillet 2009

Victor TONIN

Daniel RUIZ

**CONVENTION D'OBJECTIFS POUR L'ANNEE 2014**

entre

**LA VILLE d'AIX EN PROVENCE**

et

**L'ASSOCIATION AIX MULTI SERVICES**

Il est établi une convention d'objectifs pour l'année 2014 entre :

**La Commune d'Aix-en-Provence**

ci-après désignée « la Ville », représentée par :

Le Maire en exercice, ou ,par délégation, l'Adjoint Délégué à l'Environnement et au Développement Durable, agissant en vertu de la délibération                    du

d'une part,

et

**L'Association «Aix Multi Services » (AMS)** dont le siège social est sis 6, allée d'Estienne d'Orves 13090 AIX EN PROVENCE .N° Siret :398 586 313 00023

ci-après désignée «l'Association », représentée par son Président, Monsieur Daniel RUIZ, dûment habilité par décision du Conseil d'Administration du 14 octobre 2013

d'autre part,

**PREAMBULE**

Considérant les activités développées par l'association depuis 1995, consistant à favoriser l'insertion des personnes en difficulté en leur proposant des activités sur des sites servant de support pédagogique, activités conformes à son objet statutaire.

Considérant que les opérations d'insertion par l'économique menées par l'association participent à la **gestion et la protection de l'environnement et au développement durable**, et à **l'amélioration du cadre de vie**, et que le programme d'actions ci-après présenté par l'association présente un intérêt public local.

Considérant que la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 (article 10) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 concernant la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques dispose que l'autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Article I - OBJET de la CONVENTION**

Par la présente convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser dans le cadre des chantiers d'insertion par l'économique qu'elle développe le programme d'activités qui présente un intérêt local ci-dessous, en cohérence avec les objectifs de gestion et protection de l'environnement, de développement durable et d'amélioration du cadre de vie et, en conformité à son objet social ; elle mettra en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

La présente convention a également pour objet de formaliser les conditions de subventionnement par la Ville des actions et projets de l'Association, ci après définis, conformes à son objet social.

## **Article II - MISSIONS DE L'ASSOCIATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION**

L'Association a pour objet de participer au développement social et à l'insertion par l'économique, en proposant à des des personnes en difficultés une activité économique sur différents sites d'application servant de supports pédagogiques.

Un accompagnement social et une professionnalisation de ces personnes sont prévus tout au long de leurs parcours d'insertion, en vue d'accéder à l'emploi.

La ville d'Aix-en-Provence s'engage à mettre à disposition des salariés en insertion et en formation, des chantiers pédagogiques adaptés et réalistes, leur permettant d'acquérir et de valider des compétences en espaces verts et naturels.

### Sites d'application :

Dans le cadre de la convention 2014, l'Association s'engage à poursuivre la réalisation des chantiers décrits ci-après, sur les sites d'application suivants :

#### **1 - Domaine du Grand Saint-Jean**

L'Association Aix Multi-Services interviendra sur le parc, la forêt et une partie du patrimoine bâti, en concertation avec les directions ou services de la Ville d'Aix-en-Provence concernés (Environnement, Espaces Verts, Bâtiments), notamment pour :

L'entretien de la végétation du parc

L'entretien du réseau d'irrigation et le nettoyage des bassins

Le débroussaillage du parcours de la Zone d'Accueil du Public en Forêt (ZAPEF).

#### **2 - Lavoir de Saint Thomas de Villeneuve et jardins de la Thumine**

L'Association interviendra sur l'entretien régulier de la végétation (taille, ratissage des cheminements, évacuation des bois morts), sur le nettoyage des sites et de leurs abords sans préjuger des aménagements qui pourront être réalisés par la Ville.

#### **3 - Berges de rivières**

Un entretien sera effectué régulièrement sur les propriétés communales du bord de l'Arc et comprendra le nettoyage du lit mineur, des berges et des sites fréquentés, et notamment :

- l'enlèvement et l'évacuation des déchets dus à la pollution de la rivière,
- le nettoyage et le débroussaillage sur berges.

#### **4 - Autres sites relevant de la Direction des Espaces Verts**

L'Association assurera, en relation avec la Direction des Espaces Verts, diverses activités d'entretiens de sites (débranchement manuel, dépollution, etc...). Quatre secteurs d'interventions sont identifiés:

- secteur Nord (cimetière du Grand Saint Jean, ...)
- secteur Ouest (site archéologique avenue Jean Dalmas,...)
- secteur Est (Colline de Cuques, Jardin des Allées Provençales)
- secteur Sud (terrain jouxtant la crèche Graine d'Etoiles, cimetière de Luynes, ensemble du secteur de la Duranne)

#### **5 - Autres Sites relevant de la Direction des Sports**

L'Association assurera, en relation avec la Direction des Sports, diverses activités d'entretien (débranchement manuel, dépollution, etc...) ; les sites concernés sont les suivants :

- le stade de la Duranne et ses abords,
- le parcours de santé de la Duranne, le skate park et le terrain multisports (Duranne haute)
- le terrain jouxtant la piscine des Milles,
- les hauteurs du stade de la Torse,
- le terrain de tir à l'arc de Puyricard (bordures périphériques).

#### **6 - Sites dépendant du Service Gestion des Propriétés Communales**

L'Association assurera, en relation avec le Service Gestion des Propriétés Communales, diverses activités d'entretien (débranchement manuel, dépollution) ; les sites concernés sont les suivants : la Pauliane, immeuble Lafont à Luynes, etc...

#### **7 - Autres lieux**

Des travaux pourront être exécutés en concertation avec la Direction Environnement et Risques Majeurs, la Direction des Espaces Verts, la Direction des Sports et le Service Gestion des Propriétés Communales.

Des travaux pourront également être réalisés en collaboration avec la Ville représentée par la Direction Environnement et Risques Majeurs dans le cadre des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.

En particulier, l'association, sur sollicitation, assurera un soutien logistique aux diverses manifestations en lien avec l'environnement.

D'autres travaux pourront également être effectués à l'initiative de l'Association, après accord préalable de la Ville.

#### Modalités de réalisation:

Ces activités d'amélioration de l'environnement seront réalisées par l'Association conformément à la réglementation en vigueur, notamment en matière de signalisation temporaire.

Un planning prévisionnel d'intervention pour chacun des sites retenus sera établi en relation avec les Directions concernées.

L' Association fera parvenir à la Ville, deux fois par an (fin Juin et fin Novembre), un bilan de la période écoulée, en termes de travaux et d'effectifs (répartition par lieux et par jours).

Une réunion bisannuelle avec les services concernés permettra de faire le point sur les chantiers effectués et d'organiser les périodes à venir suivant le besoin.

## **ARTICLE III - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

### **1 - Dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**

L'Association devra déposer chaque année dans les délais impartis, dès le mois de Novembre, un dossier complet de demande de subvention, fournir un projet d'activités et un budget prévisionnel faisant apparaître la participation de la Ville.

### **2 - Production de documents et de justificatifs comptables pour le Contrôle administratif et financier**

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Les comptes annuels certifiés et dans le cas où l'association perçoit plus de 153 000 € de dons ou de subventions publiques, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce et la référence de leur publication au Journal Officiel.

- Le rapport d'activité.

- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention : Le compte-rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

En vertu de l'arrêté du 11 octobre 2006, ce compte-rendu est constitué:

- d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet et doit être annexé,
- d'un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet et
- d'une information qualitative décrivant la nature des actions et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Tous ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée (trésorier).

Enfin, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration municipale dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

### **3 - Assurances**

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité notamment une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux biens et aux personnes du fait de son activité.

Elle devra justifier de la validité des contrats d'assurance dans le délai d'un mois suivant la signature de la présente et pendant toute la durée de la convention, chaque année avant le 31 janvier.

#### **4 - Engagement de l'association en terme de communication sur la participation de la Ville**

L'Association devra faire état de la participation de la Ville par tout moyen autorisé par celle-ci et notamment l'apposition de son logo dans le cadre de la diffusion de documents d'information et/ou de communication destinés au public concernant les opérations subventionnées par la Ville.

Aucune autre subvention ne sera versée par la Ville pour les coûts relatifs à cette communication.

#### **5 - Autres engagements**

L'Association s'engage à procéder à toutes les démarches visant la réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus et à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités.
- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté ministériel du 8 avril 1999) et à recourir aux services d'un commissaire aux comptes dans le cas où elle se trouve concernée par cette obligation.
- Communiquer à la Ville l'ensemble des documents contractuels la liant à d'autres collectivités territoriales ou tout autre partenaire institutionnel, public ou privé.
- Informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la Ville de toute modification survenue dans la composition de son bureau ou de toutes modifications statutaires, dans un délai de 15 jours à compter de cette modification.
- Respecter la Loi 2009-526 du 12 mai 2009 qui complète l'article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui précise qu'il est interdit à tout groupement ou à toute association ayant reçu une subvention d'employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la Collectivité Territoriale et l'organisme subventionné.

#### **Article IV - MOYENS ACCORDES PAR LA VILLE**

La Ville s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre des missions ci-dessus, liées à l'objet de l'Association.

##### **1 - Subvention**

###### **a) Montant en 2014**

Le montant 2014 de ce concours financier est fixé à :

**127 000 € (cent vingt sept mille euros)** à titre de subvention de fonctionnement, dont

- **40 000 €** de la Direction Environnement et Risques Majeurs,
- **70 000 €** de la Direction des Espaces Verts,
- **14 000 €** de la Direction des Sports et
- **3 000 €** du Service Gestion des Propriétés Communales.

## **b) Modalités de versement**

L'aide de la Ville pour 2014 sera créditée au compte de l'Association suivant les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- un acompte de 35 % (soit **44 450 €**) après le vote du budget primitif et à la signature de la présente convention
- un deuxième acompte de 35 % (soit **44 450 €**) après agrément du rapport d'étape, fin juin 2013
- et le solde (soit **38 100 €**) au vu de la présentation par l'Association du rapport d'activités 2013.

Les versements seront effectués sur le compte de l'Association dont le RIB est versé au dossier de demande de subvention, sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées dans les articles III ci-dessus.

## **2 - Mise à disposition des locaux**

Un prêt de locaux a été consenti par la Ville à l'Association pour y installer son siège, y accueillir son équipe de professionnels, y tenir ses réunions et animations avec ses membres et partenaires.

Les locaux attribués, d'environ 85 m2, sont sis à **la Verdière** 6 allée d'Estienne d'Orves 13090 AIX EN PROVENCE.

Une convention spécifique de mise à disposition à titre gracieux a été mise en place par la Ville (gérée par le service municipal Gestion des Propriétés Communales).

La valeur locative sera communiquée chaque année par le service compétent et devra également figurer dans les comptes de l'Association.

## **ARTICLE V - EVALUATION**

### **1 - Contrôle qualitatif et quantitatif : Evaluation**

L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention et annuellement, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions.

La Ville procède à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article II, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément aux articles L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales.

La Ville pourra à tout moment demander à l'Association de participer à des réunions de suivi, diligenter des contrôles et des évaluations sur l'exécution de la présente convention.

## **2 - Comité Technique et Commission Mixte**

Un comité technique composé de techniciens des deux structures veillera à la bonne exécution de la convention, et rendra compte des difficultés éventuelles à la commission mixte.

La commission mixte, composée d'un représentant élu de la commune, du président de l'Association ou d'un membre de son conseil d'administration, se réunira au moins une fois par an. Elle aura pour rôle de contrôler la bonne exécution de la présente convention et de régler tout problème ou conflit en suspens entre les parties.

## **ARTICLE VI - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification. Elle est conclue pour une durée allant jusqu'au **31 décembre 2014**, sans possibilité de reconduction.

## **ARTICLE VII - AVENANT**

Toute nouvelle subvention fera l'objet d'un avenant financier qui déterminera le montant, les modalités de versement et en cas de modification du montant de l'année de signature de la convention, un ajustement des objectifs fixés initialement.

Les parties conviennent et s'autorisent le droit de procéder à toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention par avenant moyennant accord préalable des deux parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Le renouvellement éventuel de cette convention ne peut se réaliser par reconduction tacite.

## **Article VIII - SANCTIONS ET RESILIATION**

### **1 - Reversements et /ou indemnités**

En cas de non exécution, de retard significatif, ou de modification des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement total de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

### **2 - Résiliation de la convention.**

La convention peut être résiliée de plein droit par la Ville, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une des obligations définies par les articles de la convention, sans préjudice des incidences financières définies précédemment, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association. Dans ce cas, la subvention ou partie de subvention non utilisée sera restituée à la Ville.

En cas de modification statutaire, la Commune se réserve la possibilité de modifier par un avenant ou de résilier la présente convention.

**Article IX - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, le

Pour la Ville d'Aix-en-Provence,  
Le Maire

Pour l'Association  
Le Président

Ou par délégation l'élú délégué  
En vertu de l' arrêté N° 560 du 27 juillet 2009

Victor TONIN

Daniel RUIZ